

SANCTIONS: L'ARLESIEENNE

On en parle partout mais, surtout, on se dépêche de ne rien faire. Faudra-t-il attendre un bain de sang ? L'économie du pays de l'apartheid a pourtant bien des faiblesses.

Tous les gouvernements de la planète sont unanimes à dénoncer l'apartheid, ce régime archaïque qui prive vingt-quatre millions d'hommes et de femmes noirs de leur droit à participer à la vie de la cité. Washington, Londres, l'Europe, les pays de l'Est, l'ensemble des pays anciennement colonisés, et même Israël qui, pourtant, maintient avec l'Afrique du Sud une coopération militaire et nucléaire depuis plusieurs années.

Cette belle unanimité se transforme en guerre des nerfs quand, comme c'est le cas aujourd'hui, l'opinion internationale et les Noirs d'Afrique du Sud réclament de plus en plus fortement des sanctions économiques globales et obligatoires contre Pretoria. Quoiqu'en dise la Dame de fer britannique pour qui « l'apartheid est répugnant, mais les sanctions aussi parce qu'elles accroîtront les difficultés quotidiennes des Noirs d'Afrique du Sud », l'ensemble de la communauté noire — des townships à la petite bourgeoisie montante, aux Eglises et mouvements d'opposition légaux (UDF et AZAPO) ou illégaux (ANC et PAC) — veut que le monde industrialisé leur vienne en aide en affaiblissant le système qui les opprime.

L'économie sud-africaine n'est pas une de ces économies du continent noir que la suppression des aides financières internationales ferait vaciller en un rien de temps. Elle a des ressources et peut tenir le choc, un certain

temps du moins. Mais l'impact principal recherché par les mouvements antiapartheid est simple : il faut aiguïser les contradictions entre les deux principales composantes de la société blanche sud-africaine, les afrikaners qui, en gros, détiennent le pouvoir politique et répressif, et les anglophones qui contrôlent l'activité économique et qui, pour sauver leurs intérêts à long terme, sont prêts à « mettre de l'eau dans leur vin ».

Eminentes personnalités

A quoi a-t-on assisté ces derniers mois ? Les pays industrialisés ont eu une stratégie habile qui a pris une double forme : ils ont essayé de mettre en route un processus de médiation afin de permettre le « dialogue » entre le gouvernement raciste et des leaders noirs représentatifs, dans le but de retarder sinon d'éviter d'avoir à prendre des sanctions, arguant que l'adoption de mesures punitives serait prématurée tant que les négociations ont des chances d'aboutir.

C'est un peu le sens de la mission du Commonwealth, confiée au « groupe des Eminentes Personnes », que les trois raids simultanés de Pretoria contre des objectifs de l'ANC au Botswana, en Zambie et au Zimbabwe ont transformée en fiasco. C'est aussi le sens de la lamentable tournée en Afrique australe du chef du Foreign Office britannique, sir Geoffrey Howe.

Ces deux initiatives avaient également pour objectif de pousser l'ANC, le principal

mouvement de libération, à accepter une suspension de la lutte armée en vue de créer le climat propice aux réformes du gouvernement de Pieter Botha.

Or il faut toujours garder en mémoire que l'ANC, dont la création remonte à plus de soixante ans, a commencé par être un mouvement non violent sous l'inspiration de Mahatma Gandhi et qu'il a eu le plus grand mal à se résoudre à recourir à des méthodes violentes. C'est ce qui explique aujourd'hui encore que ce mouvement si ancien mène une lutte armée toujours à l'état embryonnaire.

Finalement, le point de divergence fondamental entre les divers pays sollicités pour des sanctions économiques porte sur la vision de l'avenir sud-africain. Les Etats-Unis, et encore plus la Grande-Bretagne, sont hostiles à l'ap-

plication, un jour ou l'autre, de la loi de la majorité en Afrique du Sud, car ils craignent qu'elle plonge le pays dans le chaos économique. Le projet de fédération raciale, qui devrait être l'une des prochaines propositions du Parti national au pouvoir à Pretoria, a déjà séduit bon nombre de chancelleries occi-

dentales. L'idée est évidemment inadmissible pour les Noirs. Elle est une reculade supplémentaire, risquant de conduire à une nouvelle radicalisation. La chose la plus étonnante actuellement est de constater l'esprit conservateur qui domine dans les pays industrialisés qui, privilégiant le

présent par rapport à l'avenir, prennent le risque de gâcher demain une bonne partie de leurs intérêts en Afrique du Sud parce qu'ils auront aujourd'hui refusé de prendre des risques politiques.

Quoi qu'il en soit, l'intransigeance et les maladresses du pouvoir blanc conduiront à l'adoption de sanctions, les moins pénibles possibles. Le Commonwealth n'y échappera pas, à moins que Mar-

garet Thatcher préfère prendre, à terme, le risque d'une exclusion de la Grande-Bretagne du club anglophone, comme plusieurs de ses membres s'y montrent disposés.

Ronald Reagan, qui a récemment réaffirmé son opposition totale à des mesures économiques punitives, ne pourra éviter la pression du Congrès et de son opinion publique. La mobilisation antiapartheid est née il y a

deux ans aux Etats-Unis quand, quotidiennement, des Américains de toutes couleurs venaient manifester leur réprobation devant les ambassades et consulats sud-africains établis dans différentes villes.

L'Europe, à travers la CEE, prendra, elle aussi, des sanctions pour la forme. Les pays scandinaves seront plus courageux parce qu'ayant moins d'intérêts en jeu.

Des compagnies-écran

L'Afrique du Sud se prépare actuellement à cette échéance. Des plans sont en cours d'élaboration pour détourner les sanctions contre South African Airways, dont la suppression des autorisations d'atterrissage semble probable. Des compagnies aériennes-écran surgiront lors dans les petits pays d'Afrique australe, comme le Lesotho ou le Swaziland, complètement dépendants économiquement de leur puissant

voisin, ou de l'océan Indien, comme les Comores ou l'île Maurice, afin de permettre aux appareils sud-africains de continuer de desservir les grandes capitales. L'Afrique du Sud a appris à faire face aux sanctions depuis l'embargo du pétrole et des armements. Les afrikaners ont une étonnante capacité à compter sur leurs propres forces. En quelques années, l'Afrique du Sud s'est dotée d'une puissante industrie d'armement qui, aujourd'hui, a des clients dans le monde entier. Elle a développé la recherche pétrolière et a pu ainsi découvrir d'immenses réserves de gaz naturel et mettre au point des méthodes de conversion du charbon en pétrole. Mais, quand l'inévitable bain de sang commencera à véritablement mettre en péril les intérêts américain, britannique, ouest-allemand et français, qu'ils deviendront des cibles probables de la lutte armée, alors le retrait massif des compagnies occidentales mettra plus sérieusement en danger le pouvoir des Boers. □

SYLVIE ELOURIMI

Un mirage F1 vendu par la France et assemblé en Afrique du Sud



VITE, JE M'ABONNE A DIFFERENCES

200 (1 an) 120 (6 mois) 250 (soutien)

Nom : Prénom :

Adresse :

Bulletin dûment rempli à retourner, accompagné d'un chèque, à :

Différences, service abonnements
89, rue Oberkampf, 75011 Paris